Défendre les travailleurs sous l'Occupation (juin 1940-août 1944)

L'exemple de la CGT de Loire-Inférieure

Guy Haudebourg

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/118>

DOI : 10.4000/abpo.118

ISBN : 978-2-7535-1514-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 191-216

ISBN : 978-2-7535-0941-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Guy Haudebourg, « Défendre les travailleurs sous l'Occupation (juin 1940-août 1944) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-2 | 2009, mis en ligne le 30 juin 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/118> ; DOI : 10.4000/abpo.118

Défendre les travailleurs sous l'Occupation (juin 1940-août 1944) L'exemple de la CGT de Loire-Inférieure

Guy HAUDEBOURG

Agrégé, docteur en histoire contemporaine

Forte de 50 000 adhérents sous le Front Populaire, la CGT de Loire-Inférieure s'étiole sous l'Occupation, pour renaître et atteindre des sommets à la Libération. Pourtant, la léthargie des années sombres n'est pas totale. Interdit en tant que Confédération le 19 novembre 1940, le syndicat continue d'exister légalement à l'échelon local et départemental et la vie syndicale se poursuit sous des formes légales ou illégales sous la direction de dirigeants réélus aux congrès du printemps 1940¹.

Le maintien des principaux d'entre eux à leur poste à la Libération pourrait donner l'impression que l'Occupation n'a été qu'une parenthèse. Mais la composition des directions départementale et locales montre un tournant radical. En effet, si avant la guerre, la CGT de Loire-Inférieure est très largement dominée par le courant « confédéré » alliant « centristes » de la tendance Jouhaux et « droitiers » de la tendance *Syndicats*, les communistes sont désormais majoritaires à l'Union départementale (UD) et à Saint-Nazaire et très influents à Nantes et Châteaubriant².

Ce retournement de situation est d'abord dû à la déconsidération des confédérés. Une partie des anciens dirigeants cégétistes, principalement issus de la tendance *Syndicats*, participe au pouvoir et joue un rôle actif dans les mesures anti-ouvrières de Vichy, se faisant le chantre de l'instauration de nouveaux rapports sociaux grâce à la mise en place de la Charte du Travail; ses principaux relais dans le département sont les responsables de l'Union locale (UL) nazairienne. De leur côté, les amis de Jouhaux

1. Le congrès annuel de la CGT du 14 avril 1940 réunit 214 délégués de 66 syndicats des UL de Nantes, Saint-Nazaire et Châteaubriant (Voir Archives départementales de Loire-Atlantique, (Arch. dép. de Loire-Atlantique) 1693W53, Lettre du préfet de Loire-Inférieure au ministre de l'Intérieur, 15 avril 1940).

2. Voir HAUDEBOURG, Guy, *Le PCF en Loire-Inférieure à la Libération. 1944-1947*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 1985.

participent à la Résistance dans le cadre du mouvement *Libération*, créé à l'automne 1940 avec des syndicalistes chrétiens, et dont les premiers contacts en Loire-Inférieure sont les leaders nantais de la CGT. Mais, si ce courant reste indépendant du pouvoir politique, il déserte passablement le terrain économique et social contrairement aux militants communistes qui tentent de faire agir les classes populaires pour des objectifs immédiats de type « corporatif » (emploi, salaires, ravitaillement, refus du travail en Allemagne) tout en étant très actifs dans la lutte politique et militaire contre Vichy et l'occupant, ce que tous reconnaissent en 1944³.

Le début de l'Occupation est, sans conteste, très défavorable à l'action ouvrière. La guerre 1939-1940 et les divisions syndicales qui s'ensuivent font pratiquement disparaître les syndicats et, dans de nombreux cas, chacun cherche à trouver individuellement des solutions aux problèmes les plus pressants tels le chômage ou le ravitaillement. Assommés par la défaite et menacés par les autorités allemandes et vichystes, les travailleurs semblent alors très passifs sur le plan corporatif. Dans le même temps, les militants de l'ex-tendance *Syndicats* sont à l'offensive pour mettre la main sur l'UD à partir de leur fief nazairien et entraîner la classe ouvrière de Basse-Loire à adhérer à la politique économique et sociale de Vichy mais, en dépit d'efforts de tous les instants et de soutiens extérieurs répétés, leur échec est patent dès 1942. L'année 1943 est, en effet, un tournant. Les échecs nazis à l'Est, la mise en place du Service du travail obligatoire (STO), critiqué ou condamné par les trois tendances de l'ancienne CGT, favorisent le renouveau de l'action syndicale et la radicalisation des masses, en particulier des jeunes qui essaient d'éviter la « déportation » du travail en s'enfuyant à la campagne, formant dans certains cas les embryons des premiers maquis du département, les filières de ces « évasions » étant pour l'essentiel organisées par *Libération-Nord*. Cette même année voit la « réunification » de la CGT entre communistes et « centristes » lors d'une réunion au Perreux (Seine-et-Oise), mais nous n'avons pas de signes en faisant état à l'échelon départemental ou local, une grande partie des responsables ayant été arrêtés fin 1943-début 1944. Le syndicat semble alors entrer en sommeil.

1940 : la quasi disparition du syndicat

Au moment où les Allemands occupent la Loire-Inférieure (mi-juin 1940), la CGT a déjà pratiquement disparu du fait de l'épuration anticommuniste effectuée à l'automne 1939 et, plus encore, du fait de la mobilisation d'une grande partie de la classe ouvrière et des militants syndicaux eux-mêmes ; seuls restent les femmes (peu syndiquées), les plus jeunes et les plus anciens⁴. La débâcle, la capture de nombreux prisonniers par les Allemands

3. *Ibidem*.

4. N'oublions pas les affectés spéciaux, en particulier dans les grandes entreprises métallurgiques (Batignolles, Chantiers navals) bastions du syndicalisme.

et la mise en place de l'État français le 10 juillet 1940, les difficultés de tout ordre favorisent la passivité des masses.

En Loire-Inférieure, l'éviction des éléments « staliniens » de la CGT s'effectue pratiquement sans douleur à l'automne 1939. En effet, dans l'entre-deux guerres, la Loire-Inférieure est caractérisée par la faiblesse du communisme tant sur le plan syndical que sur le plan politique, les résultats électoraux de la SFIO étant sans commune mesure avec ceux du PCF⁵. Lors de la réunification syndicale de 1936 (entre CGT et CGTU⁶), alors que le syndicat de l'industrie dominante de la Basse-Loire, la métallurgie, se donne une direction unitaire (Gaston Jacquet, Pierre Gaudin) et que le bâtiment, premier syndicat par ses effectifs, élit un secrétaire unitaire (André Forget), le secrétariat de l'UD ne compte que des confédérés, au premier rang desquels Auguste Péneau tandis que les deux UL restent dirigées par Gabriel Goudy (Nantes) et Emmanuel Jouvance (Saint-Nazaire). À la commission administrative de l'UD, les communistes sont 2 sur 13 (G. Jacquet et A. Forget). L'influence des communistes à l'intérieur de la CGT progresse au cours du Front populaire, principalement en 1936-1937, période où le parti se renforce fortement dans la jeunesse ouvrière, alors très active. Un autre signe de ce progrès est l'évolution de Gabriel Goudy. Ce dernier, plutôt anarchiste, est déçu de l'attitude des socialistes lors de la grande grève des travailleurs du bâtiment en 1937, et plus particulièrement de Léon Blum venu à Nantes à ce moment. Impressionné par l'action des communistes en Espagne lors d'un voyage effectué dans ce pays avec une délégation de l'UD, dont Gaston Jacquet, il aurait alors adhéré au PCF, sans pour autant devenir un militant⁷. Mais, même si les progrès des idées communistes au sein de la classe ouvrière et de la CGT sont alors indéniables, un coup d'arrêt est marqué dès 1938, en particulier lors de la grève générale du 30 novembre 1938. Selon le Commissaire central de police de Nantes, en effet, la grève est un échec dont les communistes ne se relèvent pas. Il faut, néanmoins, nuancer. Contrairement à d'autres régions où toute l'économie fonctionne bien ce jour-là, certaines entreprises sont fortement touchées par le mouvement et les patrons ripostent par la mise à pied d'un nombre important d'ouvriers. C'est le cas dans la grande métallurgie (Batignolles, Chantiers navals), bastion du communisme nantais. Plus de 300 ouvriers sont licenciés et les leaders syndicaux envoyés devant les tribunaux pour « entrave à la liberté du travail », tel Alfred Baron aux Batignolles.

Les élections de 1935 et 1936 sont un bon indicateur de l'hégémonie réformiste dans la classe ouvrière de la Basse-Loire, au niveau politique,

5. Une partie de la classe ouvrière est influencée par la CFTC mais les résultats aux élections professionnelles montrent que cette influence est médiocre avant 1945. Ce syndicat qui, à l'origine, prône la collaboration de classe se rapproche du réformisme à partir de 1936.

6. En 1936, les dirigeants de la CGT Unitaire sont des communistes « orthodoxes », anarchistes et « trotskistes » ayant été progressivement écartés.

7. Témoignage de Gaston Jacquet, 1985. C'est aussi le moment où Lucien Poirier (Julien Gracq), alors professeur au Lycée Clemenceau de Nantes, adhère au PCF.

cette fois-ci. En effet, la SFIO remporte de grands succès électoraux, seule ou en association avec les radicaux-socialistes dans toute la Basse-Loire ouvrière, de Nantes à Saint-Nazaire, en passant par Indre, Couëron, Rezé, Bouguenais, La Montagne, Saint-Jean-de-Boiseau, Montoir, Trignac, toutes communes désormais dirigées par des socialistes. Alors que la tactique de Front populaire permet au parti socialiste de devenir le premier parti du département avec 27,2 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de 1936 et d'obtenir 4 députés sur 9 (François Blanco, Eugène Leroux, Maurice Thiéphaine et Auguste Pageot, tous les quatre dans des zones urbaines où la SFIO atteint 51,5 % des exprimés), le PCF est totalement inexistant, n'atteignant que 2,2 % des suffrages exprimés au niveau départemental (3,8 % des exprimés dans les zones urbaines) et les cités ouvrières les plus avancées ne dépassent pas 10 %, telle Trignac, dans la banlieue nazairienne. Ses capacités militantes, elles-mêmes sont alors médiocres, son apogée d'avant-guerre étant atteint en 1937 avec 1 600 adhérents, quasiment cantonnées aux agglomérations nantaises et nazairiennes. À la fin 1938, le PCF compte sans doute moins de 1 000 adhérents.

Comme partout dans le pays, la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939 est une catastrophe pour le PCF. Les effectifs fondent et le parti est doublement désorganisé par la mobilisation de ses adhérents à partir de la fin août 1939 et la répression qui s'abat sur une organisation devenue clandestine après son interdiction le 26 septembre 1939. Il est impossible aujourd'hui de réellement mesurer la désaffection des adhérents communistes de Loire-Inférieure à l'été et à l'automne 1939 dans la mesure où les archives de la fédération du PCF ont été saccagées en 1956 par des manifestants défendant la liberté en Hongrie. On peut pourtant estimer qu'une grosse partie prend alors ses distances, la plupart du temps sur la pointe des pieds, à l'instar de Gabriel Goudy ou de l'écrivain Julien Gracq. C'est ce qui ressort des divers témoignages, tel celui de Marcel Paul, secrétaire interrégional du PCF à l'été-automne 1940, et des dires de nombreux militants arrêtés en 1942-1943⁸. Si les adhérents et même les militants les plus aguerris, en dépit d'une confiance quasi-aveugle envers l'URSS et Staline, sont désespérés, que dire des non-communistes ? Ici, les assertions des sources policières sont corroborées par les témoignages des militants. Le pacte ne passe pas et le Commissaire central de Nantes est en droit d'écrire : « Le pacte germano-soviétique a provoqué de vives critiques à l'égard du parti communiste en général et les militants de ce parti eux-mêmes semblent pour la plupart surpris et gênés de cette nouvelle orientation de la politique de Moscou qu'ils s'expliquent difficilement⁹. »

8. Une partie des biographies de ces militants est publiée sous la direction de Claude Pennetier dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. 1940-1968*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002. Sur environ 200 adhérents membres du PCF avant-guerre, la moitié de ceux qui évoquent la période 1939-1941 affirme avoir alors perdu le contact.

9. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1M1823, Lettre du commissaire central de Nantes au préfet du 1^{er} septembre 1939.

La dissolution du PCF et des organisations « communistes » par le gouvernement Daladier le 26 septembre 1939 ne provoque guère de réaction. « La dissolution du parti communiste et les mesures de police qui en ont résulté ne paraissent pas beaucoup avoir alarmé l'élément travailleur de mon arrondissement, les uns en ont pris leur parti et beaucoup ont approuvé la mesure qui a été prise¹⁰ » affirme le Commissaire du 4^e arrondissement, tandis que son collègue du 3^e, quartier plus bourgeois, il est vrai, va plus loin : « L'intervention russe en Pologne a été jugée très sévèrement par la population et c'est avec une évidente satisfaction qu'elle a accueilli la nouvelle de la dissolution du parti communiste¹¹. »

Mis au ban de la société, les communistes le sont aussi des syndicats, à l'initiative des confédérés les plus anti-communistes, ceux de la tendance *Syndicats*, soutenus par les centristes, tel Léon Jouhaux, secrétaire général. Dès le 18 septembre 1939, au moment où l'URSS entre en Pologne, la majorité du Bureau confédéral de la CGT déclenche les hostilités : « Devant cette trahison préméditée, la majorité du Bureau confédéral décide de cesser toute collaboration avec ceux de ses membres qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner une telle attitude de reniement des principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier¹². »

Cette déclaration, confirmée par la Commission administrative le 28 septembre ouvre la « chasse aux sorcières » dans tous les syndicats du pays puisque UD et UL sont invitées à se prononcer sur la position du Bureau.

En Loire-Inférieure, la faiblesse de l'influence communiste rend les choses faciles. Les Nazairiens semblent les plus prompts à agir. Dès le début septembre, le secrétaire des dockers fait « ratifier par les adhérents du syndicat la résolution de la CGT contre les Staliniens¹³ ». Le plus actif dans cette action est le secrétaire de l'UL, Jouvance, qui multiplie les articles anti-communistes dans *Le Travailleur de l'Ouest*, organe de la SFIO mais qui se fait largement l'écho des informations syndicales, reprochant même à Léon Blum son opposition à la dissolution du PCF¹⁴.

À Nantes, l'épuration est effectuée dans la première moitié d'octobre. Tous les syndicats de l'agglomération sauf deux (nous ignorons lesquels) suivent le Bureau. Même le syndicat de la métallurgie dirigé par des communistes approuve la direction confédérale, par 390 voix contre 30 et 30 abstentions¹⁵. En ce qui concerne l'UL de Nantes, 56 délégués représentant

10. Arch. dép. de Loire-Atlantique 1M1823, Lettre du commissaire du 4^e arrondissement de Nantes au commissaire central du 30 septembre 1939.

11. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1M1823, Lettre du commissaire du 3^e arrondissement de Nantes au commissaire central du 30 septembre 1939.

12. Citée par *Le Phare*, 14 octobre 1939.

13. *Le Travailleur de l'Ouest*, 14 septembre 1939; avant même la déclaration du Bureau!

14. *Le Travailleur de l'Ouest*, 7 octobre 1939. Au moment de la réunification de la CGT en 1936, Jouvance, leader national de la métallurgie, affirmait déjà ses craintes vis-à-vis des communistes.

15. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W127, Rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 8 octobre 1939. Le préfet précise qu'il a « prescrit aux Services de Police de s'en-

les 72 syndicats affiliés à la Bourse s'affrontent plus de 2 heures et demie avant d'adopter, à l'unanimité moins 4 abstentions, la motion majoritaire et d'exclure les suppôts de Moscou de la direction syndicale¹⁶. *Le Phare* de conclure : « C'est là le résultat qu'attendait la population ouvrière nantaise qui n'avait jamais douté de la compréhension et du patriotisme éclairé des organisations syndicales¹⁷. » Le congrès de l'UD, en avril 1940, affichera sa satisfaction de s'être séparé de ceux qui ne voulaient pas condamner le pacte Staline-Hitler¹⁸.

L'éviction des communistes de la CGT est indubitablement un facteur de l'affaiblissement syndical en 1939-1940. L'effondrement du pays, l'Occupation, la mise en place de l'État français sont davantage encore à l'origine de l'inertie syndicale.

Il est difficile de connaître les effectifs réels du syndicat au début de l'été 1940. Selon J.-P. Le Crom, il y aurait 1 000 à 2 000 cotisants réels pour 10 syndicats à Nantes¹⁹. C'est ce qui peut ressortir des comptes de l'UL mais ils ne sont qu'un pâle reflet de la réalité. Des syndicats continuent, en effet, de fonctionner tant bien que mal sans cotiser à l'UL, qu'ils aient choisi l'autonomie totale ou qu'ils retiennent leurs cotisations en un temps incertain. Il est aussi possible que l'argent envoyé à l'UL ne soit pas mentionné dans les livres de comptes susceptibles d'être contrôlés par les autorités vichystes, le secrétaire Goudy utilisant une partie de ces fonds pour faire fonctionner *Libération-Nord*, par exemple. Mais, même si tel est le cas, il est indéniable que nombre de syndicats sont entrés en sommeil, faute de militants et de dirigeants, certains de ceux-ci étant prisonniers de guerre, d'autres ayant cessé d'adhérer dans un contexte trouble où les luttes de tendances ne favorisent guère l'engagement.

Environ 17 000 habitants du département sont prisonniers de guerre en Allemagne. Parmi eux se trouvent de nombreux syndicalistes, de base ou dirigeants, à l'instar de Gaston Jacquet, secrétaire départemental de la métallurgie ou d'Alfred Baron, secrétaire des Batignolles. À côté de ces prisonniers de guerre, d'autres syndicalistes sont victimes de la répression anti-communiste des gouvernements de la III^e République puis de Vichy. Un bon nombre des leaders communistes non mobilisés ont été, en effet, internés dans des camps de travailleurs, dès l'automne 1939 ou au prin-

quérir, à l'effet de déceler l'identité des abstentionnistes et des opposants, en vue d'une surveillance constante et étroite de leurs agissements et de l'application à leur égard, de mesures en conséquence. ». Voir aussi *Le Phare*, 14 octobre 1939.

16. *Le Phare*, 14 octobre 1939.

17. *Ibidem*.

18. *Le Travailleur de l'Ouest*, 27 avril 1940. Lors de ce même congrès, Léon Jouhaux rappelle qu'il a été « le dernier à [se] rallier à l'unité » en 1936 (*Le Phare*, 15 avril 1940). Malgré toute cette épuration, dans la région nantaise, sept « extrémistes » sont désignés délégués d'entreprises (mis en place par le décret du 10 novembre 1939) et doivent être démis de leurs fonctions (voir Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W127, Lettre du préfet à l'Inspecteur divisionnaire du travail, 27 avril 1940).

19. LE CROM, Jean-Pierre, *Syndicats nous voilà*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995, p. 185.

temps 1940. Certains le sont à titre préventif, tel Louis Kervarec, leader de la métallurgie; d'autres le sont parce qu'ils ont continué à militer pour le PCF clandestin, en distribuant des tracts ou en prenant la parole, à l'instar du cheminot Émile David ou de Gaston Pinard, emprisonné à l'île d'Yeu. Ceux-ci sont peu nombreux au regard des premiers mais ils représentent un capital militant important, en particulier dans les secteurs clés du syndicalisme nantais (métallurgie, SNCF, bâtiment). À partir de 1941, ils seront victimes aussi de la répression allemande. C'est le cas d'André Forget, arrêté avec d'autres communistes notoires au moment où l'Allemagne nazie attaque l'URSS (22 juin 1941) et qui fut déporté à Auschwitz dans le convoi des « 25 000 » en 1942, camp où il mourut quelques mois plus tard, comme la plupart de ses camarades déportés avec lui.

Les syndicats ne fonctionnent donc plus normalement : aucun congrès de l'UD n'a lieu sous l'Occupation et les instances départementales semblent ne pas se réunir régulièrement et, dans plusieurs lettres, Emmanuel Jouvance critique l'inactivité des leaders départementaux.

Les archives du syndicat de la Société nantaise d'électricité (SNE) nous donnent néanmoins l'impression qu'à l'échelon départemental, un frémissement est enregistré à partir de mai 1943 et cinq réunions de la Commission exécutive de l'UL nantaise sont signalées entre juillet et septembre 1942²⁰. Mais, au total, c'est bien peu. Au niveau de l'entreprise, l'activité syndicale est intense. Les cahiers du syndicat de la SNE montrent une activité syndicale quasi quotidienne; des réunions syndicales ont lieu quasiment chaque mois environ : 45 réunions de la Commission exécutive (CE) ou des syndiqués sans compter les assemblées du personnel destinées à prendre le pouls des employés de l'entreprise ou à leur communiquer les points de vue du syndicat. Après avoir choisi l'autonomie en juillet 1940, sans doute par souci de ne pas importer au sein de l'entreprise les luttes entre droitiers, dont font partie, semble-t-il, les leaders de la CGT de la SNE, et centristes, les responsables syndicaux font voter la réintégration du syndicat à la Fédération du Gaz et de l'Électricité lors de la première assemblée générale du syndicat le 15 février 1942. Tout au long de la période, sur le plan de la défense des intérêts des travailleurs, les responsables n'ont pas à rougir. En effet, dès juillet 1940, le syndicat décide de maintenir le contact avec la direction de la SNE avec comme but, la « défense et, si possible, l'amélioration des avantages acquis ». Pour ce faire, les contacts et rencontres vont se multiplier avec la direction afin de résoudre les différents désaccords (salaires, reclassements des employés, secours d'hiver, primes diverses). Près de 130 entrevues ont lieu entre la CGT et le personnel de direction entre l'été 1940 et l'été 1944, soit une moyenne de près de trois par mois; 26 autres ont lieu dans le cadre des organismes instaurés par la Charte du travail, dont on reparlera plus loin. Précisons dès maintenant que le printemps 1942 voit l'activité prendre de l'ampleur (22 entretiens

20. Centre d'histoire du travail, Carton UD CGT 99. Cahiers des commissions exécutives de la SNE.

avec la direction avant février 1942, 122 ensuite). Ce progrès est à mettre au compte des dirigeants syndicaux eux-mêmes, sans doute, mais aussi à l'évolution de l'état d'esprit de l'ensemble des salariés qui passent progressivement de l'abattement et de la résignation au refus de plus en plus ouvert de l'Occupation et du régime vichyste.

En 1940, comme le reste de la population ligérienne, les masses ouvrières sont « maréchalistes », faisant confiance au « vainqueur de Verdun » et, si l'on en croit le préfet de Loire-Inférieure, « le peuple approuve pleinement les grands principes qu'il a posés comme fondements de la reconstruction nationale²¹ ». Paradoxalement, dans le même temps, « un fossé se creuse entre beaucoup de Français et les soldats allemands²² » et « il n'est pas niable actuellement qu'une bonne partie de la population du département reste favorable aux Anglais et à l'ex-général De Gaulle²³ ». Pourtant, les difficultés de l'heure, pénuries de toutes sortes, chômage, fermeture d'entreprises, tracasseries des autorités d'occupation, etc., n'amènent pas encore la population à tenter de s'organiser pour améliorer ses conditions d'existence, d'autant que les seuls à faire des propositions sur ce terrain sont les communistes qui, on l'a vu, n'ont que peu d'influence.

On peut donc considérer que les masses ouvrières sont encore largement passives, attentistes en 1940-1941. Du moins, jusqu'en juin 1941 voire jusqu'à l'automne 1941, date à laquelle les massacres des otages de Nantes et Châteaubriant font basculer la population, du moins sa partie ouvrière, dans un sens nettement plus hostile aux Allemands et au gouvernement de Vichy. Ainsi, en décembre 1941, le Préfet considère-t-il que « en général, les ouvriers [sont] de parti pris, hostiles à toutes les mesures prises par le Gouvernement du Maréchal Pétain²⁴ ». Une explication est donnée dès février 1942 : « Les succès russes, habilement exploités par la radio anglaise, ont fait une grosse impression sur la population. Bien des personnes sont persuadées que les Allemands peuvent être décimés par le froid et la maladie²⁵. » Ce regain d'espoir renforce l'anglophilie de la population : « L'interdiction relative à l'audition des postes étrangers est inopérante. De très nombreuses personnes se mettent régulièrement à l'écoute des postes de la radio anglo-gaulliste et diffusent dans les conversations particulières les nouvelles qui leur paraissent de nature à faire naître l'espoir ou à entretenir le doute²⁶. » Pire encore, aux yeux des autorités, les communistes sont désormais bien acceptés à tel point que, « loin d'aider les services de police dans la lutte contre les menées communistes, le public s'en désintéresse et son indifférence est une chance de plus pour la propagande extrémiste²⁷ ».

21. Arch. dép. de Loire-Atlantique 1693W48, Rapport du préfet du 12 novembre 1940.

22. *Ibidem*.

23. *Ibid.*

24. Arch. dép. de Loire-Atlantique, Rapport du préfet du 1^{er} décembre 1941.

25. Arch. dép. de Loire-Atlantique, Rapport du préfet du 1^{er} février 1942.

26. *Idem*.

27. *Id.*

En dépit de cette évolution des esprits, nulle action revendicative ne transparaît des rapports des préfets ou des témoignages dont nous disposons pour la période antérieure à l'automne 1942. À la SNE, pour laquelle nous disposons de bonnes informations, c'est aussi après cette date que le ton monte et que les rencontres syndicats-direction se font plus fréquentes. La passivité ouvrière est, aussi, à mettre au compte des syndicalistes qui dirigent la CGT en Loire-Inférieure. En effet, dès l'été 1940, les grandes manœuvres inaugurées par les partisans de René Belin amènent pratiquement une nouvelle scission, perceptible géographiquement en Loire-Inférieure : les « Belinistes » dominant Saint-Nazaire, les centristes (de la tendance Jouhaux) dominant Nantes.

1940-1942 : les Belinistes à l'offensive

L'occupation allemande et le sabotage de la République le 10 juillet 1940 désorientent totalement la direction de la CGT d'autant que celle-ci s'était fortement engagée aux côtés du gouvernement durant le conflit franco-allemand. Réuni à Toulouse en juillet 1940, le Comité confédéral national (épuré des communistes) est tenté de remplacer la CGT par une Confédération française du travail (CFT), abandonnant toute référence à la lutte des classes, qui était inscrite dans l'article 1^{er} des statuts de la CGT, appelant à la collaboration de classes et interdisant la grève²⁸. Ce projet d'une CGT dénaturée n'aboutit pas parce que le régime de Vichy décide de dissoudre les confédérations ; la loi du 16 août 1940, qui crée les Comités d'Organisation, prévoit la dissolution des centrales interprofessionnelles et le décret du 9 novembre 1940 dissout la CGT, la CFTC ainsi que la CGPF.

Dans le même temps, les courants droitiers tentent de contrôler le syndicat. Au niveau national, c'est le cas des collaborationnistes regroupés dans le Centre syndicaliste de propagande (CSP) qui dépend du RNP de Déat, courant quasiment inexistant en Loire-Inférieure et dont l'organe de presse est l'*Atelier*, édité à Paris. Leurs idées sont parfois relayées par le journal *La France au Travail*. C'est encore plus vrai des amis de René Belin qui faisait figure de dauphin de Jouhaux avant-guerre, dont l'influence fut réelle, et qui est entré dans le gouvernement comme ministre de la Production industrielle et du Travail le 14 juillet 1940. Les Belinistes se réunissent dans le Comité syndical de coordination (CSC), qui regroupe à partir du début août 1940, des responsables de fédérations et d'UD favorables à la « présence » dans les organes de Vichy, issus pour beaucoup de la tendance *Syndicats*. Si certains d'entre eux écrivent parfois dans l'*Atelier*, leur organe de prédilection est la *France socialiste*, publiée en zone sud. Ce CSC, dont

28. Ce CCN, qui émane de 24 fédérations et 28 UD, reprend une proposition faite par la direction confédérale le 24 juin 1940. Une délégation aurait même été envoyée à Vichy pour défendre ces propositions mais, hormis quelques témoignages, rien ne le prouve. Voir LEFRANC, Georges, *Les Expériences syndicales en France*, Paris, Aubier, 1950, p. 37.

l'objectif est de se substituer à la CGT qu'il considère comme morte, réussit à entraîner un nombre important de responsables derrière lui²⁹.

En Loire-Inférieure, le relais beliniste est organisé par Emmanuel Jouvance et Marcel Blanchard, les deux dirigeants nazairiens. De fait, la CGT du département va se partager géographiquement entre la région nantaise dominée par les « centristes » Péneau et Goudy, même si Belin y a quelques relais, tandis que la région nazairienne est largement aux mains des Belinistes. Cette opposition va perdurer largement jusqu'à la fin de 1942.

Jouvance est en constante relation avec Roy, dirigeant de la puissante Fédération de la Métallurgie depuis l'éviction du secrétaire national communiste, Ambroise Croizat. Responsable de la tendance *Syndicats* avant-guerre, Roy est de toutes les entreprises vichystes et collaborationnistes, du moins jusqu'en 1941 puisqu'il est membre à la fois du CSP et du CSC³⁰. L'autre relais pour Jouvance est Déaud, secrétaire de l'UD du Maine-et-Loire. Aussi les conseils et les aides vont-ils bon train.

Le terrain d'action central des Belinistes est celui de la Charte du travail. La loi du 4 octobre 1941 sur l'Organisation sociale des professions, appelée Charte du travail, en dépit des contradictions et des compromis, exprime largement les conceptions sociales et syndicales de Belin³¹. Dans chaque entreprise, les comités sociaux qui associent employeurs et employés doivent résoudre tous les différends, la grève étant interdite³². Position logique puisque, pour les rédacteurs du texte, « toutes les personnes participant à une activité professionnelle [...] ont le devoir de pratiquer loyalement, à l'égard des autres membres de la profession, la collaboration et la solidarité qui sont les principes essentiels sur lesquels repose l'organisation corporative ». Pire encore, les anciens syndicats sont dissous pour faire place à des syndicats uniques.

À Saint-Nazaire, Jouvance et Blanchard se font les ardents propagateurs de la Charte auprès de leurs camarades, pas toujours disposés à les écouter³³ :

« La loi sur la Charte du Travail est actuellement en voie d'application à Saint-Nazaire. Les comités d'entreprise sont virtuellement formés dans la métallurgie. [...] le texte et les commentaires de la loi n'avaient paru que médiocrement intéresser les ouvriers de la région nazairienne, qui, au surplus, montraient une certaine méfiance à l'égard du gouvernement. Quelques patrons des Chantiers tentèrent, dès le mois de janvier, de constituer leur Comité d'entreprise; ils offrirent la moitié des postes destinés aux ouvriers

29. Une réunion des secrétaires d'UD à Paris le 16 septembre et une autre à Nîmes le 6 octobre convoquées par le CSC montrent que les fidèles à Jouhaux sont minoritaires. Voir LE CROM, Jean-Pierre, *Syndicats...*, *op. cit.*, p. 114 et *sq.*

30. Voir LE CROM, Jean-Pierre, *Syndicats...*, *op. cit.*, p. 232.

31. *Ibidem.*

32. Cette interdiction ne fait que proroger l'interdiction décidée en septembre 1939, dans le cadre de la guerre.

33. Tous les échanges de courrier entre Roy et Jouvance décrivent les efforts de ce dernier pour pousser les Nantais à appliquer la Charte.

aux délégués des anciens syndicats; l'autre moitié à certains ouvriers en qui ils avaient une particulière confiance. Ces derniers leur firent savoir qu'ils préféreraient ne pas accepter leurs propositions et qu'il appartenait au Syndicat de désigner la totalité de la représentation ouvrière au sein des Comités d'entreprise. Devant cette situation, le sous-préfet de Saint-Nazaire réunit à la sous-préfecture les dirigeants des différents syndicats et réussit à les mettre d'accord sur le principe de la représentation proportionnelle des organismes qu'ils représentaient au sein des Comités d'entreprise. Par la suite, différents comités se constituèrent et chaque jour, il fallut aplanir les difficultés. [...] Pour lutter contre cet état d'esprit [celui des ouvriers partisans de la lutte des classes], M. Blanchard, secrétaire du syndicat des métallurgistes a organisé deux conférences à Trignac et Saint-Nazaire. Il s'est efforcé de faire comprendre à ses camarades que la Charte du Travail n'est pas un piège tendu aux ouvriers par le Gouvernement à la demande des patrons pour dissoudre les organisations ouvrières existantes et qu'il convient de ne pas entraver l'application de la loi, mais de participer loyalement à la constitution des Comités d'entreprise. À l'issue de ces conférences, un ordre du jour fut voté sans enthousiasme. Depuis lors, les Comités d'entreprise suivants ont été formés ou sont sur le point de l'être : usine à gaz, Ateliers et Chantiers de Penhoët, Ateliers et Chantiers de la Loire, Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Ouest, Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Fonderies de Saint-Nazaire, Etablissements Thiriet. Ces usines représentent au total plus de 11 000 ouvriers ou employés de la région nazairienne³⁴. »

Sans aucun doute, les syndicalistes comme Blanchard sont convaincus que la défense des intérêts des ouvriers est plus efficace en participant plutôt qu'en boycottant les organes de la Charte. C'est un des arguments les plus efficaces auprès de leurs camarades. Ainsi, Déaud, secrétaire de l'UD du Maine-et-Loire, cite-t-il « à l'appui de [sa] thèse l'arrêté du Préfet régional en matière de fixation des salaires minimaux, lequel prévoyait pour 4 départements des taux supérieurs aux salaires moyens, alors que pour la Loire-Inférieure, celui-ci n'avait pas été dépassé³⁵ ». Rien d'étonnant, à ce que certains syndicalistes, dont le nombre est difficile à évaluer, tentent d'agir sur le terrain légal afin de faire front contre les offensives patronales.

On peut reprendre ici l'exemple du syndicat de la SNE qui, après avoir repoussé l'entrée de la CGT dans le Comité social provisoire d'entreprise (CSP) en février 1942 car « la question des salaires prime l'application de la Charte du travail », y entre finalement à la fin du même mois, en ayant sept représentants sur 15 (la CFTC 2, la direction et les cadres 6) dont le secrétaire (Brochet). Les syndicalistes considèrent clairement ce cadre légal comme un lieu de revendication et ils rendent compte des activités du CSP au même titre que de celles du syndicat dans leur cahier syndical. En novembre 1942, ils rappellent d'ailleurs à la direction que les « délégués au sein du CSP [...] sont, en tant que délégués syndicaux, l'émanation

34. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du préfet Dupard au Ministre de l'Intérieur, 4 mars 1942.

35. Centre d'histoire du travail de Nantes (CHT), Archives de l'UD-CGT, carton 99, Lettre du 13 janvier 1942.

du personnel » et, en octobre 1943, le conseil syndical décide d'intervenir auprès de la direction par délégation syndicale ou dans le cadre du CSP. Dans la mesure où les patrons de l'entreprise veulent le faire fonctionner, le CSP peut même servir de moyen de pression. C'est le cas en décembre 1943 alors que les discussions sur les salaires sont bloquées. Voyant la CGT menacer de « rompre toute relation avec la direction, tant sur le plan syndical que dans le domaine du CSP si aucune solution même provisoire n'intervient avant le 31 décembre », la direction fait des concessions amenant les responsables syndicaux à ne pas quitter le CSP. Plus encore, alors qu'une Conférence nationale des travailleurs du Gaz et de l'Électricité réunie à Paris décide de quitter tous les organismes de la Charte, les délégués nantais font voter une exception pour les CSP ayant obtenu des résultats appréciables, ce qui, à leur avis, est le cas de la SNE. Les résultats de cette politique de présence sont sans doute insuffisants. Ainsi, les augmentations salariales sont, le plus souvent, celles obtenues au niveau national par la Fédération.

Notons cependant un compromis sur le reclassement des employés de l'entreprise obtenu après des mois de discussion en février 1944. Mais, si le syndicat n'obtient pas plus, cela est incontestablement dû au contexte favorable aux employeurs. Ainsi, en janvier 1943, alors que les discussions salariales sont engagées entre la Fédération et les patrons du secteur gaz et électricité, ceux-ci demandent l'avis des Allemands à propos des augmentations qu'ils ont concédées, amenant ces derniers à s'opposer à cette augmentation. La manœuvre qui vise à bloquer la situation sans en porter la responsabilité est dénoncée par la Fédération qui rappelle que cette démarche n'était pas obligatoire et qu'elle s'emploie à faire revenir les Allemands sur leur décision. En juillet 1944, au moment où la CGT rompt avec la direction de la SNE et avec les pouvoirs publics, en un moment, où tout le monde sait que « les carottes sont cuites », les responsables du syndicat peuvent donc arguer d'une activité syndicale réelle.

Un autre exemple nous est donné aux Fonderies Pontgibaud à Couëron. En janvier 1944, le préfet Bonnefoy, après avoir noté que « les ouvriers se plaignent légitimement de l'insuffisance de leurs salaires³⁶ », expose leur situation :

« Les ouvriers réclament une augmentation de salaire égale à celle qui a été consentie dans les autres usines de la région nantaise. Jusqu'à ce jour, la direction a opposé un refus à cette réclamation, déclarant que les salaires payés à son personnel sont supérieurs de quelques centimes aux taux horaires minima prévus à l'arrêté ministériel du 21 juin 1943. Actuellement, des pourparlers sont engagés entre les patrons et les délégués syndicalistes et, de part et d'autre, on espère aboutir prochainement à une entente. Par ailleurs, une autre difficulté vient de surgir dans la même entreprise. Cette usine manque actuellement de charbon et la direction propose de mettre

36. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du préfet Bonnefoy au Ministre de l'Intérieur, 4 janvier 1944.

une partie de ses ouvriers soit au chômage partiel soit à la disposition de la ville de Nantes pour des travaux de déblaiement. La première solution est repoussée par les ouvriers qui trouvent leurs salaires trop bas pour être amputés. Ils sont favorables à la seconde proposition mais à la condition que des indemnités de déplacement leur soient accordées. Des pourparlers sont en cours à ce sujet entre la direction et les délégués des comités sociaux³⁷. »

Comme leurs camarades de la SNE, ces syndicalistes peuvent légitimement penser qu'ils n'ont pas trahi les idéaux de la CGT mais est-ce le cas de tous les syndicats ayant pratiqué la présence ? Il est bien difficile de le dire, au vu des recherches actuelles. De plus, si en 1942, toute ambiguïté n'était pas levée quant à la Charte, à partir de 1943, qui voit la réunification syndicale de la CGT entre centristes et communistes et la nette condamnation des organismes vichystes, accepter la Charte, revient pratiquement à se définir comme vichyste et collaborateur et le préfet Gaudard, en mars 1944, peut relever que « la majorité des anciens syndicalistes reste hostile à la Charte du Travail³⁸ ». Les défaites nazies à l'Est ont probablement aidé à la prise de conscience de certains syndicalistes.

Dans l'ensemble, les efforts de la tendance favorable à la participation et ceux des pouvoirs publics chargés de mettre en place les organismes de la Charte ont donc largement été déçus. D'autant plus que les centristes n'ont rien fait pour favoriser les desseins des droitiers, bien au contraire.

Face à l'offensive beliniste, les confédérés nantais suivent leurs leaders nationaux. La dissolution de la CGT amène neuf leaders proches de Jouhaux à réagir en publiant, le 15 novembre, un « manifeste » auquel participent trois dirigeants importants de la CFTC. Le rappel qu'ils font des « principes du syndicalisme français » est une nette condamnation du régime de Vichy et de sa volonté d'intégrer le syndicalisme français. L'anticapitalisme doit rester la base de l'action syndicale et la lutte des classes est présentée comme la conséquence du comportement des patrons ; l'action collective et l'indépendance syndicale sont indispensables même si les signataires du texte sont favorables à la signature d'accords entre les différents partenaires sociaux. Enfin, la liberté, l'internationalisme et le respect de la personne humaine sont défendus³⁹. Ce texte devient la charte du Comité d'études économiques et syndicales (CEES), organisation légale qui se veut un laboratoire d'idées pour le mouvement syndical issu des anciennes confédérations CGT et CFTC. Une grande partie des fondateurs du CEES sont aussi les fondateurs du mouvement de résistance *Libération* de la zone occupée (*Libération-Nord*).

De fait, les confédérés, sur le plan syndical, s'en tiennent le plus souvent à la résistance passive. C'est ce qui semble se passer à Nantes où, selon

37. *Idem*.

38. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du préfet Gaudard au Ministre de l'Intérieur, 4 mars 1944.

39. Le premier « statut des juifs » vient d'être promulgué par Vichy le 3 octobre 1940.

le préfet Dupard, « les éléments syndicalistes de la CGT observent vis-à-vis d'elle [la Charte du Travail] la plus expresse réserve⁴⁰ ». Cette attitude est confirmée dans deux lettres de Jouvance à l'un des secrétaires de la Fédération de la métallurgie, Roy, en janvier 1942 :

« J'ai eu un entretien avec Péneau et Goudy, celui-ci a duré près de 3 heures. [...] j'ai rencontré des camarades aussi gentils que par le passé, mais obstinés dans leur irrévocable décision de ne participer ni de très près ni de loin à l'application de la Charte. Ils restent neutres et veulent attendre les événements⁴¹. » « S'ils avaient voulu faire quelque chose, il y a longtemps qu'ils auraient repris de l'activité. L'un a laissé le département sans action syndicale et l'autre a laissé son Union locale à peu près dans les mêmes conditions. C'est de l'attentisme ou je ne m'y connais pas. Ils ont, certes, pu rester d'excellents camarades, mais ce n'est pas avec eux que nous parviendrons à défendre notre mouvement syndical. Il faut les laisser attendre les événements qui, d'après leur esprit, doivent se produire et les libérer⁴². »

Cette forme de résistance passive reste largement en deçà de l'attitude de certains ouvriers qui manifestent ouvertement leur refus de la collaboration de classe. Philibert Dupard, en mars 1942 déplore, en effet, que la Charte se heurte à l'opposition d'une partie des ouvriers :

« Les ouvriers mal préparés par l'activité passée des syndicats à apprécier le nouvel esprit communautaire que veut leur inculquer le Gouvernement, ne comprenaient pas que le temps de la lutte des classes est passé et que la constitution des Comités d'entreprise a pour but, non de favoriser la prise en considération des revendications ouvrières, mais de faciliter, par des contacts fréquents, une meilleure compréhension de leurs intérêts entre patrons et ouvriers⁴³. »

Encouragés par l'attitude de Péneau et Goudy⁴⁴, les ouvriers nantais, traînent donc des pieds dans l'application de la Charte :

« À Nantes, le mouvement de constitution des Comités d'entreprise a subi quelques retards dans la métallurgie en raison du manque d'empressement manifesté par les syndicats ouvriers. Cette situation a sans doute eu sa répercussion auprès des autres catégories professionnelles, mais à l'heure actuelle, un mouvement favorable pour la constitution de nouveaux comités se dessine⁴⁵. »

Un mois plus tard, Dupard annonce que « la Charte du Travail est appliquée dans un certain nombre d'usines de Nantes et de la région nazairienne

40. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Gaudard au ministre de l'Intérieur, 4 mars 1944.

41. Centre d'histoire du travail, Archives de l'UD-CGT, carton 99, Lettre de Jouvance du 31 janvier 1942.

42. Centre d'histoire du travail, Archives de l'UD-CGT, carton 99, Lettre de Roy du 29 janvier 1942.

43. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Dupard au ministre de l'Intérieur, 4 mars 1942.

44. Voir l'analyse de LE CROM, Jean-Pierre, *Syndicats... op. cit.*, p. 232 et sq.

45. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Dupard au ministre de l'Intérieur, 4 mars 1942.

et il n'y a guère de critiques que dans les milieux jadis communistes⁴⁶ ». Sans enthousiasme, des syndicats signent peu à peu des accords avec les patrons et, en avril 1942, 21 Comités sociaux d'entreprises fonctionnent à Nantes mais « toujours rien dans la métallurgie nantaise⁴⁷ ». Cette évolution de la situation est d'ailleurs à mettre au compte de l'activité des « Belinistes », aux premiers rangs desquels Loyer, secrétaire-adjoint de l'UD et Pennaneach, secrétaire du syndicat nantais des employés, « suspect aux yeux des ouvriers de la Métallurgie », selon Déaud, secrétaire de l'UD-CGT du Maine-et-Loire⁴⁸. Ce dernier, en dépit de l'opposition de Goudy qui lui refuse une salle à Nantes, réussit néanmoins à rencontrer « une dizaine de camarades représentant divers syndicats, notamment les Tramways, les Transports, les Employés, les Cuirs et Peaux et les Services publics », qui « tous commencent à en avoir assez de la léthargie de l'Union départementale » ; il espère « qu'autour de ce noyau, d'autres bonnes volontés viendront se cristalliser⁴⁹ ». Les effets se font attendre puisque sur 83 établissements de plus de 100 ouvriers, seuls 29 Comités sociaux fonctionnent en mai 1942.

Le relatif échec de la Charte s'explique non seulement par la passivité des responsables syndicaux nantais mais aussi par l'opposition de la troisième tendance syndicale, celle des communistes.

Le PCF, clandestin depuis septembre 1939 mais dont très peu de membres sont « illégaux » au début de l'Occupation, agit d'abord dans le domaine politique en luttant contre le régime de Vichy, caractérisé comme fasciste, et contre l'occupation allemande. Contrairement aux textes nationaux du parti, les publications départementales du second semestre 1940, la plupart impulsées par Marcel Paul, responsable interrégional du PCF et « voix du Comité central », sont clairement antihitlériennes⁵⁰ ; dans le même temps, le ramassage des armes dans la région nantaise montre que le parti envisage le passage à d'autres formes d'action, même s'il ne sait pas encore clairement lesquelles⁵¹.

Mais, fait qui n'est pas nouveau, l'action communiste se situe aussi sur le plan économique et social, ce qui est du ressort traditionnel des syndicats. Ayant été chassés de ces derniers avant l'Occupation, les militants communistes n'ont désormais plus guère de moyens d'action de masse,

46. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Dupard au ministre de l'Intérieur, 1^{er} avril 1942.

47. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Dupard au ministre de l'Intérieur, 1^{er} mai 1942.

48. Centre d'histoire du travail, Archives de l'UD-CGT, carton 99, Lettre du 13 janvier 1942. Selon lui, la faute en incombe à Goudy qui lutte contre les idées de Pennaneach, Roy et consorts.

49. *Idem*.

50. Voir annexes à Pierre DURAND, *Marcel Paul, vie d'un pitau*, Paris, Temps actuels-Messidor, 1983.

51. Témoignage de Marcel Paul dans NOGUÈRES, Henri, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, Laffont, 1967, tome 1. p. 120.

d'autant qu'ils sont isolés politiquement, y compris au sein de la classe ouvrière.

Pourtant, dès l'été 1940, ils essaient d'utiliser les moyens légaux, tel que leur retour dans les syndicats légaux, ce qui n'est guère simple. Au moins jusqu'en 1941, il est, en effet, impossible pour les confédérés d'accepter de réintégrer les membres d'une Internationale qui, selon eux, « collabore » avec l'Allemagne nazie. De leur côté, les communistes ne sont guère enthousiastes à l'idée d'entrer dans des organisations dirigées par des socialistes qu'ils considèrent comme des traîtres à la classe ouvrière, ce dont témoigne le Commissaire central de Nantes en décembre 1940 à propos du dirigeant syndicaliste cheminot, René Nicolas :

« C'est ainsi que le 18 novembre 1940, dans un café du Boulevard Ernest Dalby, à la suite d'une discussion avec plusieurs autres cheminots au sujet d'une quête faite pour un militant communiste du nom d'Amiable, actuellement interné en zone libre, Nicolas critiqua ouvertement les "cégétistes" les accusant d'avoir livré à la police les militants communistes David et Amiable, et termina au cri de "Vive le Parti communiste" après avoir affirmé que le communisme était sa religion⁵². »

Il existe, néanmoins, des exceptions. C'est, par exemple, le cas de Jean Le Gouhir, cheminot communiste castelbriantais qui, « dès la reconstitution du syndicat des cheminots [...] adhéra à ce syndicat et accepta la fonction de secrétaire de la section technique Voies et Bâtiment⁵³ ». C'est encore vrai pour un des dirigeants du PCF de Loire-Inférieure avant-guerre, Jules (dit *Victor*) Godeau. Interné à Châteaubriant, celui-ci en sort en mai 1942, à la suite d'un engagement de ne plus avoir d'activités politiques. Promesse non tenue, puisque, d'une part il est en lien avec les Espagnols nazairiens arrêtés à l'été 1942 comme « terroristes » et qu'à la fin de l'année, il est contacté par le responsable départemental FTP, Jean Fraix, pour recréer un groupe FTP à Saint-Nazaire, ce qui ne se fait pas du fait de la chute de leurs camarades nantais. Dans le même temps, avec l'aval des dirigeants de son parti, Jules Godeau entre au Comité Ouvrier de Secours Immédiat (COSI), organisme vichyste et auquel participent les syndicalistes collaborateurs⁵⁴. Son rôle est, naturellement, d'utiliser ses rapports avec les ouvriers secourus pour les amener à des positions de lutte et de faire fonctionner cet organisme social légal dans un autre sens que ne le veut le pouvoir. On retrouve là la tactique ouvrière du XIX^e siècle qui fondait des Sociétés de secours mutuels légales et les transformait en Sociétés de résistance ou syndicats (illégaux

52. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1694W43, rapport du commissaire central de Nantes, décembre 1940.

53. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1694W50, lettre de Madame Le Gouhir au préfet, 26 mai 1943. Elle veut faire libérer son mari, interné depuis décembre 1941 pour avoir aidé trois militants à s'évader du camp de Choisel.

54. Le COSI a été créé en mars 1942 pour venir en aide aux victimes des bombardements alliés (allocations, logements, accueil d'orphelins dans des centres). Le COSI relaie la propagande nazie et est, en partie, financé par l'occupant (sur les biens volés aux juifs!). Voir LE CROM, Jean-Pierre, *Syndicats...*, op. cit., p. 233.

avant 1884). La position communiste à ce sujet est claire : la Charte du Travail est condamnée mais les militants doivent s'investir là où se trouvent les masses pour les faire agir légalement et/ou illégalement contre le régime de Vichy et l'occupant.

Faute de pouvoir utiliser le cadre syndical légal, le PCF appelle à former des « comités populaires », illégaux mais aux objectifs sociaux clairs, et à agir collectivement. Dès juillet 1940, il appelle les travailleurs nantais à exiger la réouverture des entreprises, l'accès aux fonds du chômage, la mise en route d'un programme de travaux d'utilité publique et un programme d'aide pour les travailleurs et petits rentiers touchés par la guerre⁵⁵. En août, il réitère l'appel à faire pressions sur la mairie :

« Vous n'avez pas le droit ni pour vous ni pour les vôtres de vous résigner à la situation de misère qui vous est faite, ni à celle que les hitlériens vous préparent. [...] Il faut obliger nos hitlériens et leurs valets du Gouvernement et des municipalités à en [de l'argent] réserver pour les travailleurs français sans emploi et les petites gens sans ressources. Car c'est tout de suite qu'il faut manger en attendant la remise en route des usines, ateliers, bureaux et chantiers. [...] Allez à la Mairie, retournez-y. Non pas en solliciteurs, mais en victimes. Formez-vous en délégations pour aller exiger du Maire l'octroi à tous ou le relèvement des allocations; ne laissez pas la Municipalité se défilier; c'est elle qui doit obtenir des autorités compétentes les crédits utiles. Que votre mot d'ordre soit : du travail ou du pain⁵⁶. »

Mais les appels à la formation de tels comités et à l'action de masse semblent ne rencontrer qu'un faible écho en Loire-Inférieure, du moins dans les premiers temps de l'Occupation. N'oublions pas que la grève est interdite et que chacun craint de perdre sa place; aussi, le plus souvent, retrouve-on les plus aguerris à la pointe du combat syndical. Ainsi, Valentin Cléro, futur artificier des FTP nantais, est-il renvoyé de la maison Chatelier (de Nantes) le 7 janvier 1941 « pour avoir poussé ses camarades de travail à demander une augmentation injustifiée⁵⁷ ».

Les seuls comités ayant un semblant d'activité sont les Comités populaires féminins. Selon Élisabeth Le Guiader, responsable régionale des femmes communistes, ces comités organisent une manifestation qui regroupe une vingtaine de femmes devant la Préfecture afin d'obtenir des améliorations des conditions de vie des familles de prisonniers de guerre. Un rapport de police de 1942 note qu'É. Le Guiader « était également liée à M^{me} Évain [...] qui s'est fait remarquer par sa présence assidue aux manifestations organisées par les "Comités populaires féminins"⁵⁸ ». Ces manifestations ont bien existé et ne sont pas passées inaperçues des forces de police bien que nul autre rapport n'en fasse état.

55. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 270W486, Tract distribué aux ouvriers des Chantiers navals de Nantes le 23 juillet 1940.

56. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 270W486, Tract distribué le 20 août 1940 à la caisse de chômage de Nantes.

57. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1694W45, Rapport de police du 23 novembre 1942.

58. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1694W50, Rapport de police du 27 novembre 1942.

Enfin, l'action concrète passe par la distribution de tickets de rationnement aux familles les plus démunies, ce dont témoigne Renée Losq, épouse d'un dirigeant syndical des Batignolles, membre active des Comités populaires féminins, et qui est corroboré par le préfet de la région d'Angers :

« Je signalerai en terminant une particularité de l'utilisation de certains titres d'alimentation récemment cambriolés dans les Mairies : des feuilles de tickets de pain et de viande sont parvenues à des familles de prisonniers ou à des familles nombreuses, avec la mention : "le parti communiste pense à vous, on ne vous oublie pas"⁵⁹. »

Les informations concernant l'action ouvrière en 1941-1942 sont assez éparses et peu nombreuses. Les archives de l'inspection du travail n'en rendent pas compte mais certains rapports mensuels des préfets permettent d'en avoir quelques échos. La première mention d'action collective dans le département date de juillet 1942 et concerne Saint-Nazaire. Selon le Préfet :

« À Saint-Nazaire, malgré la suppression de la prime de bombardement, le calme règne sur les chantiers, grâce surtout à l'influence très réelle que possèdent les délégués des Comités d'entreprise sur leurs camarades. Cependant, le 23 juillet, une tentative de grève a eu lieu aux Chantiers de Penhoët parmi les ajusteurs électriciens mécontents de la nouvelle modification des catégories des cartes T à partir du 1^{er} juillet. Monsieur le Sous-Préfet a reçu deux délégués des 74 grévistes et a dû les menacer de l'emploi de la force pour éviter une grève symbolique "d'une heure" qui avait été décidée⁶⁰. »

Ainsi, le rôle des comités et des délégués des comités est-il très clair : empêcher tout mouvement social. On constate aussi que l'influence des « Bélinistes » n'est pas totale. Mais jusqu'en octobre 1942, l'action syndicale ouvrière, sauf exception, semble sporadique. La mise en place du Service du travail obligatoire, sous la forme de la Relève, d'abord, à l'automne 1942, semble être l'élément déclencheur de la réaction. Si les luttes contre ces réquisitions prennent au départ l'aspect de mouvements de masse, le principal moyen du refus devient la fuite, organisée par le mouvement *Libération*.

Le réveil syndical à partir de 1943

Pour des raisons diverses, voire opposées, la quasi totalité des anciens courants de la CGT sont hostiles au STO. Si ce refus est naturel pour les courants les plus engagés dans la lutte anti-allemande et anti-vichyste (communistes et « centristes »), il est plus étonnant de la part des soutiens de Belin.

59. Arch. dép. du Maine-et-Loire, Rapport du préfet au secrétaire général pour la police du 25 août 1942.

60. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du préfet (ou du secrétaire général, Bayet) au préfet régional du 24 juillet 1942.

Du côté communiste, la lutte contre le travail en Allemagne est répétée dans toutes les publications clandestines ; ce sont les membres de l'Organisation spéciale (futurs FTP) qui font sauter le bureau d'embauche pour l'Allemagne en juillet 1942⁶¹. Ce combat est dans la droite ligne de la lutte anti-allemande clairement définie au printemps 1941. Mais, à la suite de vastes coups de filet menés par les polices françaises à l'été 1942 puis au premier semestre 1943, les organisations communistes (politiques et militaires) sont pratiquement totalement défaites. Aussi, la présence syndicale communiste disparaît-elle pratiquement à ce moment. Relevons néanmoins l'appel des Comités populaires féminins à s'opposer à la Relève à partir de l'automne 1942. Des échauffourées s'étant produites à la gare de Nantes le 7 novembre 1942, les Comités appellent à manifester à chaque nouveau départ⁶². Ensuite, hormis la confection et la distribution de quelques numéros de la *Vie Ouvrière* clandestine, presque rien n'apparaît.

En revanche, l'hostilité des Belinistes au STO peut sembler contradictoire avec leur engagement total dans le gouvernement de Vichy. Belin, lui-même, s'oppose à l'envoi de travailleurs en Allemagne. L'éviction de l'ancien Secrétaire d'État au travail au moment du retour de Laval aux affaires, le 18 avril 1942, favorise sans conteste cette évolution⁶³. Les correspondances de Jouvance vont dans le même sens.

La position de l'UL CGT de Nantes nous est connue par un compte rendu de sa Commission Exécutive du 29 juillet 1942 fait par le syndicat de la SNE : « Proposition du secrétaire d'État à la Production pour la Relève des prisonniers. À l'unanimité, aucune propagande dans les syndicats pour favoriser le recrutement. » Mais rien du côté de l'UD.

Quasiment absents du terrain socio-économique, les principaux syndicalistes nantais (« centristes ») rejoignent très tôt le mouvement *Libération*, faisant de la CGT un vivier de recrutement pour ce mouvement. Cette situation n'est pas propre à la Loire-Inférieure, de même que la participation des chrétiens, de la CFTC ou non, n'est pas spécifique, bien que cela soit un événement en soi dans un département où les leaders confédérés sont particulièrement anticléricaux, pour ne pas dire antireligieux, surtout les plus « anarcho-syndicalistes ». À l'instar de celles des autres composantes de la Résistance, l'histoire de *Libération-Nord* pour notre département reste encore largement à faire. Il est naturellement possible de s'appuyer sur les travaux fondateurs de M. Luce, qui fut lui-même membre de *Libération*, après avoir fondé un petit groupe de résistance, « La Main des cinq », mais, à l'évidence, son *Historique du mouvement « Libération » de Loire-Inférieure*,

61. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1623W47, Photographie de l'attentat du 16-17 juillet 1942 et compte rendu du commissaire central au préfet de Loire-Inférieure.

62. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W117, Tract trouvé à Nantes le 24 novembre 1942.

63. Après avoir été nommé ministre de la production industrielle et du travail le 14 juillet 1940, Belin devient secrétaire d'État au travail le 23 février 1941.

issu uniquement de témoignages ne peut être considéré comme ayant épuisé le sujet⁶⁴.

Selon cet *Historique*, les premières bases du mouvement sont jetées en octobre 1940 par Gabriel Goudy, en relation avec l'équipe du « Manifeste des 12 ». La date de fondation est évidemment postérieure, après le 15 novembre. À partir de ce moment, une petite équipe locale, présidée par Jean-Baptiste Daviais et comprenant, entre autres, les cégétistes Péneau, Constant, Ricou, reproduit le bulletin *Libération* reçu par Goudy et l'expédie à des personnes susceptibles d'entrer dans l'organisation ; sans doute les adresses des militants cégétistes sont-elles alors très sollicitées. 2000 exemplaires seraient ainsi ronéotés. Par ailleurs, l'équipe diffuse *Le Populaire* et *La Résistance ouvrière*⁶⁵, Péneau, Goudy et Ricou (tous trois de la CGT) assurant la liaison avec Vannes, Saint-Brieuc, Brest, Quimper. Dans le même temps, des fausses cartes d'identité sont imprimées. De cette activité de *Libération* au cours de l'année 1941, nous n'avons pas de traces dans les archives publiques. Ce qui est un peu étonnant dans la mesure où la plupart des tracts sont ramassés par la police et où les rapports fourmillent d'informations quelquefois très minimes sur l'opinion publique et les activités des diverses organisations. L'explication peut tenir au fait que tous ces bulletins sont envoyés par la poste mais il est fréquent qu'un destinataire en fasse part à la police.

Il semble que jusqu'au début 1942, le mouvement ne soit pas vraiment structuré en Loire-Inférieure. La plupart des actions résistantes effectuées dans le département avant l'été 1941 sont, en effet, effectuées par des organisations n'ayant aucun lien avec *Libération*, qui souvent s'entrecroisent car certains résistants appartiennent à plusieurs groupes ou réseaux de renseignement, ce qui les fragilise⁶⁶. Comme certains résistants de ces groupes rejoindront *Libération*, ou sont en contact avec des membres du mouvement, *a posteriori*, les membres de *Libération* ont tendance à les rattacher à leur organisation, en un temps (celui de la *Libération*) où l'enjeu n'est pas seulement historique mais aussi politique : il s'agit de faire pièce aux communistes, ces derniers ayant de brillants faits d'armes en 1942-1943.

À partir de 1942, la situation s'éclaire un peu. *Libération* fédère toujours mouvements et réseaux mais tend à se structurer comme mouvement

64. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 27J46. Alya AGLAN, dans son ouvrage *La Résistance sacrifiée. Le mouvement « Libération-Nord »*, Paris, Flammarion, 1999, s'appuie largement sur le rapport de M. Luce. La commission qu'il dirige à la *Libération* insiste sur les oublis et les erreurs, en particulier de dates, qui peuvent s'expliquer par les souffrances endurées par les témoins (tortures, déportation...).

65. Cette revue clandestine n'est fondée qu'à l'été 1943. *Le Populaire* ne reparait qu'en mai 1942, en zone sud. Dans la zone occupée, il faudra attendre.

66. Les milieux sociaux concernés ne sont d'ailleurs pas du tout ceux de la CGT. La petite bourgeoisie est bien plus présente, les commerçants, par exemple. Une exception est celle de Marin Poirier, garde-barrière socialiste, syndiqué, premier fusillé nantais en août 1941.

autonome. Les traces de son activité sont désormais plus nettes, fournies, malheureusement, par les archives de la répression. Une grosse partie du travail des groupes rattachés à *Libération* est alors le renseignement militaire à destination de l'Angleterre, ce qui explique que les militants arrêtés par la police française en septembre 1942 soient remis aux Allemands un peu plus tard, lorsque l'occupant se rend compte que les inculpés sont, selon ses critères, des espions.

Sans abandonner l'aspect renseignement, le mouvement se tourne essentiellement vers les jeunes à partir de l'automne 1942. En effet, plusieurs lois successives mettent en place une véritable déportation des jeunes travailleurs en Allemagne. Toute la Résistance se dresse alors contre les départs. En Loire-Inférieure, le seul mouvement de résistance ayant alors les ressources humaines et les réseaux pour cacher les jeunes réfractaires est *Libération*. En effet, à la suite de l'arrestation de centaines de militants à l'été 1942, dont la quasi-totalité des FTP, le PCF est exsangue, tandis que le Front national (de lutte pour la libération de la France) n'est pas encore une organisation de masse, tout en subissant lui aussi la répression. À tous les niveaux, *Libération* va trouver des complicités. Les listes de requis pour l'Allemagne sont falsifiées, les médecins sont encouragés à certifier que les recensés sont inaptes, ce qui, dans un temps de pénurie, est une réalité. Ceux qui sont bons pour le service sont envoyés travailler pour l'organisation *Todt* sur la côte atlantique avec comme consigne de relever le maximum d'informations qui passeront ensuite en Angleterre; d'autres intègrent les entreprises classées *S-Betrieb* et *Rungstung* (usines protégées par les Allemands) ou sont engagés à la SNCF dont les responsables ferment les yeux sur l'âge ou les papiers des postulants car ces entreprises dispensent du STO. Les faux papiers sont, en effet, très utiles pour vieillir les jeunes réfractaires. En bout de chaîne, il faut aussi trouver des lieux d'hébergement à la campagne pour un nombre grandissant de ces jeunes car en dépit des rafles policières, en juillet 1943, le Préfet relève que 50 % des jeunes de la classe 42 sont réfractaires, et que « ce pourcentage est bien plus élevé dans le nord du département » (80 %) ⁶⁷. Les regroupements de ces travailleurs agricoles, souvent bienvenus car la main-d'œuvre manque, sont aussi les embryons de futurs maquis. Maquis qu'il faudra ravitailler et armer. *Libération* a donc aussi ses groupes de réception de parachutage mais la plupart des caches sont mises au jour par les Allemands et, en 1944, l'équipement du maquis de Saffré, constitué sur le modèle de Saint-Marcel (Morbihan) juste après le débarquement, est très faible. Les Allemands n'auront guère de mal à le cerner et à le disperser tout en massacrant ou déportant plusieurs dizaines de résistants.

L'action politique de *Libération* se double aussi d'un aspect militaire. Des sabotages auraient eu lieu dès 1941, à l'initiative de *Résistance fer*, que *Libération* considère comme relevant d'elle. Outre que ce rattachement est un peu hâtif, les sabotages en question ne sont pas vraiment identifiés, ce

67. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W49, Rapport du préfet du 1^{er} juillet 1943.

qui laisse quelques doutes, du moins sur leur efficacité. En revanche, plus certains sont les faits d'arme du « Groupe d'action immédiate » composé de neuf hommes à l'automne 1943 et dont sept, arrêtés en février 1944, sont fusillés le 17 mai à Angers.

C'est encore à l'automne 1943 que Goudy reçoit l'ordre de constituer un CDL avec les organisations résistantes du département. Sur six membres, quatre viennent de *Libération* (Goudy pour la CGT, Daviais pour *Libération*, Brossaud pour la SFIO, Bodiguel pour la CFTC) et deux de la résistance communiste (Valtier pour le PCF et Rutigliano pour le FN). Ce CDL est rapidement démantelé, ses membres arrêtés puis déportés. Ainsi Gabriel Goudy est-il arrêté le 31 janvier 1944. Reconstitué à plusieurs reprises, le CDL sera finalement présidé par Auguste Péneau à partir de juin 1944.

Deux faits peuvent être mis en évidence quant aux membres de *Libération*. D'une part, une grande partie des dirigeants est composée de syndicalistes : Goudy, Péneau, Ricou, Brossaud, Constant pour la CGT, Bodiguel pour la CFTC. Mais en ce qui concerne les personnes arrêtées, l'éventail des professions et des origines est bien plus large. En d'autres termes, les syndicats fournissent un encadrement, une organisation, mais sont en partie dilués dans le mouvement.

On peut voir les conséquences de cette dilution dans l'action syndicale. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, la CGT n'intervient guère dans la lutte contre la Charte. En ce qui concerne le STO, son action est très fortement liée à celle de *Libération* pour aider les réfractaires. Pourtant, dans son *Historique*, Luce rapporte que « Libération et les syndicats lancèrent des mots d'ordre de grève qui, dans certaines usines, se prolongèrent pendant 48 heures » et qu'à Château-Bougon, des actions étaient menées pour retarder la production :

« La réaction des Allemands fut vive. L'usine d'aviation de Bouguenais (SNCASO) fut cernée par la *Feldgendarmerie* qui arrêta une trentaine d'ouvriers à la sortie de leur travail. Ils furent transportés ensuite en Allemagne, presque tous y ont péri. »

La rafle allemande dont il est ici question est celle d'octobre 1942 qui vit l'arrestation de 25 ouvriers réfractaires au STO⁶⁸. Par ailleurs, à la SNCASO comme dans les autres grandes entreprises métallurgiques de la Basse-Loire, la lutte ouvrière, sous toutes ses formes, est aussi à mettre au compte des communistes.

Le STO, mis en place pour remplacer les ouvriers allemands envoyés sur le front de l'Est, est le signe le plus visible de la nette détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière française. S'y ajoutent la dégradation de la vie quotidienne (augmentation des prix et chute du pouvoir d'achat, pénuries), les risques de plus en plus grands depuis que les grands centres urbains sont frappés par les bombardements alliés (Saint-Nazaire est totalement détruite à la suite de plusieurs vagues en 1942 et 1943 et Nantes

68. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du préfet du 1^{er} novembre 1942.

subit deux bombardements dévastateurs et meurtriers en septembre 1943). À l'inverse, la défaite nazie à Stalingrad (février 1943) redonne espoir à la classe ouvrière de Basse-Loire; l'action syndicale se redéploie dans de nombreux secteurs. Nous en avons eu quelques états à propos de la SNE.

Le premier mouvement de masse est celui d'octobre 1942, contre la « Relève ». Dans son rapport du 1^{er} novembre 1942, le préfet fait état des « grèves qui ont eu lieu pendant la première quinzaine du mois d'octobre⁶⁹ », précisant qu'à Nantes, elles se déroulèrent les 8, 10, 20, 21 et 22 octobre 1942 et que « le point culminant fut la journée du 21 octobre au cours de laquelle 5000 ouvriers environ firent grève⁷⁰ ». Au total, ces grèves auraient concerné une dizaine de milliers de travailleurs⁷¹. Nulle information de la part du Préfet sur le rôle des syndicats dans cette affaire dont l'origine tient au comportement brutal des autorités allemandes qui exigent la livraison de 6800 ouvriers dans un délai très court et qui, pour montrer qu'ils sont prêts à tout, occupent la SNCASO, arrêtent 25 ouvriers et les obligent à signer un contrat à destination de l'Allemagne⁷². Et si les choses ne dégénèrent pas au cours de ces journées, c'est que les autorités préfectorales interviennent dans toutes les entreprises touchées pour faire cesser le mouvement.

Mais, le plus souvent, l'action « corporative » se double d'un aspect patriotique. Ainsi, le 11 novembre 1942 donne-t-il lieu à quelques grèves dans les usines nantaises, que le Préfet interprète comme autant de mouvements contre la Relève et pour lesquels il précise que le rôle des communistes « n'a pu être déterminé avec certitude⁷³ ». L'année suivante est marquée par une journée de lutte quasi-générale dans l'industrie nantaise, si l'on en croit le préfet Bonnefoy :

« À l'occasion du 11 novembre, un certain nombre d'ouvriers se sont mis en grève dans les usines, soit dès le matin, soit au début de l'après-midi pour le reste de la journée. Le nombre des grévistes a atteint la totalité des effectifs dans certains chantiers. La *Feldkommandantur* m'a demandé le concours de la police française pour procéder à des arrestations massives de grévistes. Je n'ai pas accédé à cette demande, l'ordre public n'étant pas troublé. Finalement, l'autorité occupante a même renoncé à intervenir elle-même et m'a laissé le soin d'obtenir une reprise normale du travail pour le lendemain. J'ai eu les pourparlers nécessaires et le travail a repris le 12 novembre au matin⁷⁴. »

69. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du 1^{er} novembre 1942.

70. *Idem*.

71. *Id.*

72. *Id.* N'oublions pas que le 22 octobre est la date anniversaire de l'exécution des 50 otages du 22 octobre 1941 et que gaullistes et communistes appellent à commémorer ce massacre.

73. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du 25 novembre 1942.

74. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Bonnefoy au ministre de l'Intérieur, 4 janvier 1944. Ce préfet est arrêté peu de temps après puis déporté pour faits de résistance. Son opinion mesurée vis-à-vis des « terroristes » tranche avec celle

En revanche, « la grève des cheminots, prévue pour le 16 décembre [1943] n'a pas eu lieu. Le travail a été normal dans les différents services de la SNCF⁷⁵ ».

L'exemple du 11 novembre montre les imbrications de l'action syndicale et politique. Rappelons que les statuts de la CGT de 1936, qui reprennent, en partie, la Charte d'Amiens en proclamant que « le mouvement syndical, à tous les échelons s'administre et décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques ou autres groupements extérieurs », précisent que la « neutralité à l'égard des partis politiques ne saurait impliquer son indifférence à l'égard des dangers qui menaceraient les libertés publiques comme les réformes en vigueur ou à conquérir ».

Les grèves du 11 novembre semblent un bon indice des progrès des luttes ouvrières en Basse-Loire depuis la fin 1942. Dans la même période, le préfet relève un mouvement particulier à la Fonderie Huard de Châteaubriant, qui emploie alors une centaine de personnes. Un arrêté du 21 juin 1943 révisé, en effet, le classement des diverses catégories de personnel embauché dans les entreprises métallurgiques ainsi que leurs rémunérations, ce qui entraîne le mécontentement des manœuvres spécialisés, moins bien payés que les ouvriers qualifiés :

« Au cours des 15 derniers jours, ce mécontentement s'est traduit par un ralentissement volontaire dans la production et même par le refus d'une coulée au cours de la semaine dernière⁷⁶. »

Il est probable que d'autres mouvements de ce genre se produisirent dans diverses entreprises, certains témoins parlant de résistance passive dans les entreprises travaillant pour les Allemands, mais les archives n'en ont pas gardé trace et, la plupart du temps, les témoignages postérieurs ont porté sur les questions de résistance à l'occupation et à Vichy, bien plus que sur l'action revendicative.

•

Lors de la libération d'une partie de la Loire-Inférieure, en août 1944, la « poche de Saint-Nazaire » devant attendre le 11 mai 1945, les syndicats reprennent vie. Très rapidement, leurs effectifs gonflent, même s'il faudra attendre la fin de la guerre pour qu'ils atteignent l'apogée de 1936, et l'activité revendicative reprend sur fond de guerre. De fait, jusqu'en mai 1945, les revendications corporatives sont relativement mises en « veilleuse », le syndicat se concentrant sur la suppression des restes du vichysme dans le secteur économique et social, sur l'épuration économique (et syndicale) et sur la continuation de la guerre.

de son prédécesseur et, ici, on peut constater ses réticences à la collaboration avec les Allemands.

75. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W48, Rapport du Préfet Bonnefoy au ministre de l'Intérieur, 4 janvier 1944. Note au brouillon, non reprise dans le rapport envoyé.

76. Arch. dép. de Loire-Atlantique, 1693W49, Rapport du préfet du 3 septembre 1943.

Les responsables départementaux sont ceux d'avant-guerre mais de nouvelles figures apparaissent. Cela se vérifie surtout en 1945 et 1946, lorsque le cours « normal » reprend. Les syndicats peuvent désormais fonctionner selon les règles démocratiques et les premiers congrès d'après-guerre montrent les progrès importants du courant communiste dans la CGT. Auguste Péneau reste secrétaire en 1945 mais lorsque Gabriel Goudy le remplace en 1946, il est entouré de Jacquet (communiste) et Ricou (ex-confédéré proche de Louis Saillant). Et si l'UL nantaise est aux mains des « anarcho-syndicalistes », à Saint-Nazaire, les militants communistes ont fait place nette. Les anciens confédérés, déconsidérés par Blanchard et Jouvance, sont désormais ultra-minoritaires.

Les progrès des communistes dans le domaine syndical sont encore plus spectaculaires au niveau politique puisque le PCF dépasse désormais les 13 % des voix dans le département et atteint 25 % à Nantes où il devient le premier parti en 1945, cette ville se dotant, de 1945 à 1947, d'une municipalité dirigée par un « cryptocommuniste », Jean Philippet, responsable du Front National. Une seconde commune est alors gagnée par le PCF, La Montagne, ville ouvrière et ancien fief du syndicalisme révolutionnaire, où se concentrent de nombreux travailleurs des arsenaux d'Indret et des entreprises métallurgiques proches. Paradoxalement, la poussée politique n'est pas confirmée à Saint-Nazaire où, en dépit de progrès nets, le PCF reste très loin des socialistes, François Blancho ayant conservé un fort ascendant personnel sur la classe ouvrière locale, en dépit de son vote des pleins-pouvoirs à Pétain en juillet 1940.

C'est l'apogée du PCF dans le département. À partir de 1947, le contexte de guerre froide favorise les alliances de « Troisième Force » et le déclin communiste s'amorce. En dépit d'un bon score du PCF et de ses alliés, Nantes est perdue au profit du RPF Orrion, ex-maire désigné par Pétain en 1943. Dans le domaine syndical, la scission de FO, minoritaire toutefois, contribue à l'affaiblissement de la CGT d'autant que dans le même temps, la CFTC amorce un progrès remarquable.

RÉSUMÉ

Alors qu'elle était dominée par le courant confédéré avant la Seconde Guerre mondiale, à la Libération, la CGT de Loire-Inférieure passe sous hégémonie communiste. Comme dans le reste du pays, ce changement est dû au rôle important des communistes dans la résistance au nazisme et à la déconsidération des dirigeants d'avant-guerre. En effet, les responsables syndicaux de Saint-Nazaire se font les chantres de la politique économique et sociale de Vichy et ceux de Nantes désertent le terrain corporatif, réservant leur énergie à l'action résistante dans le cadre du mouvement *Libération Nord*.

Ces deux attitudes n'encouragent guère les travailleurs ligériens à la lutte, du moins au début des années noires. Cependant, l'activité revendicatrice, mêlant souvent aspects sociaux et patriotiques, renaît à la fin de 1942 alors que les armées allemandes sont en recul et que se multiplient les actions de la Résistance. Le refus du Service du travail obligatoire par tous les courants de la CGT – y compris par les défenseurs de Vichy – favorise la solidarité à l'égard des jeunes réfractaires ainsi que la prise de conscience des possibilités d'actions collectives légales, comme les négociations avec le patronat (dans le cadre de la Charte du travail) ou illégales, telles les grèves.

ABSTRACT

Largely federalist prior to the Second World War, the CGT in the Loire-Inférieure came under communist control after the Liberation. As in the rest of the country, this change arose as a result of the important role played by the communists in resisting Nazism and the lack of credibility of pre-war leaders.

While trade union leaders in Saint Nazaire actively supported Vichy economic and social policies, those in Nantes abandoned the corporative approach to focus their energy on resistance within the framework of the Libération Nord movement.

These two attitudes did little to encourage workers in the Loire Inférieure to rise up, at least at the beginning of the "dark period". However, movements of protest which often combined social and patriotic demands, began to reappear at the end of 1942 with the weakening of the German forces and the intensification of Resistance activities. The refusal of compulsory labour (Service du travail obligatoire) on the part of all CGT members whatever their school of thought – including Vichy supporters – not only led to greater solidarity with young objectors but also increased awareness of possible collective measures whether legal, such as negotiation with employers (within the framework of the Charte du Travail) or illegal, such as strike action.